

ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juin 2016

DROIT HUMAIN À L'EAU POTABLE - (N° 3199)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT**N ° 29**

présenté par
M. Bompard

ARTICLE 3

À l'alinéa 2, après le mot :

« particulières »,

insérer les mots :

« définies par décret en Conseil d'État ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'idée de « difficulté particulière » doit être précisé d'un point de vue juridique, le terme est trop subjectif.